

# Ukraine

## Les causes politiques de la guerre

André LARANÉ



# Ukraine

Les causes politiques  
de la guerre

André Larané

**herodote.net**

# Sommaire

## LES ORIGINES DU CONFLIT

20 mars 2022

- Explication par la paranoïa
- Explication par Thucydide
- La guerre, jusqu'où ?

## NOTRE AVENIR EN QUESTIONS

9 mars 2022

- La guerre d'Ukraine laisse les deux tiers de la planète neutres ou indifférents
- Turquie : Erdogan, l'alter ego de Poutine
- L'OTAN « *en état de mort cérébrale* »
- Les Européens face à eux-mêmes

## LA TRAGÉDIE RUSSE EN TROIS ACTES (1991-2021)

24 février 2022

- Acte 1 : le calvaire (1991-1999)
- Acte 2 : la résurrection (2000-2014)
- Acte 3 : la rupture (2014-2022)

## RUSSIE, LE RETOUR DE LA PUISSANCE

9 février 2022

- Une puissance fragile mais réelle
- La chute dans l'abîme
- Une renaissance inespérée
- Ciel d'orage
- Les clés de l'avenir sont à Washington

## ÉTATS-UNIS : PLUS FORTS DE DÉFAITE EN DÉFAITE

15 août 2021

- Deux siècles d'échecs militaires et de victoires médiocres
- Voilà le désordre devenu le garant de la puissance américaine

# LES ORIGINES DU CONFLIT

20 mars 2022

L'Histoire de l'Europe a basculé le 24 février 2022. Chacun souffre dans sa chair et son âme devant la détresse du peuple ukrainien et les villes bombardées, des horreurs que nous pensions à jamais étrangères à notre sphère de civilisation. Au bout du chemin se profile le risque d'une destruction de l'Ukraine, d'une régression de la Russie et de la ruine de l'Europe. Interrogeons-nous sur les raisons qui ont motivé l'invasion de l'Ukraine par la Russie et permis à l'armée ukrainienne de résister de manière inattendue...

Pour le professeur américain Stephen Walt, qui enseigne les relations internationales à la John F. Kennedy School of Government de Harvard, « *l'invasion de l'Ukraine par la Russie (sans parler de l'invasion américaine de l'Irak en 2003) nous rappelle que les grandes puissances agissent parfois de manière terrible et stupide lorsqu'elles pensent que leurs intérêts fondamentaux en matière de sécurité sont en jeu. Cette leçon ne justifie pas un tel comportement, mais les réalistes reconnaissent que la condamnation morale seule ne l'empêchera pas.* » (*Foreign Policy*, 8 mars 2022).

## Explication par la paranoïa

Une explication s'est imposée dans tout l'espace européen : le président Poutine poursuit méthodiquement depuis vingt ans le projet fou de reconstituer l'URSS ou l'empire des Romanov ; fort d'un pouvoir dictatorial, confiné au Kremlin pendant la pandémie et rongé par la paranoïa, il aurait commis le pas de trop en lançant ses armées à l'attaque de l'Ukraine qu'il croyait pouvoir soumettre en quelques jours. Il n'y aurait plus qu'à espérer qu'il soit éliminé par une révolution de palais dont le Kremlin est coutumier.

Cette explication est hélas plausible et le passé a déjà montré tout ce que la folie d'un homme pouvait accomplir. Il n'est que de penser au président américain George Bush Jr. Il envahit l'Irak en 2003 sous un **prétexte mensonger**, au seul motif de « *finir le boulot* » de son père qui, en 1991, avait attaqué l'Irak mais épargné le dictateur Saddam Hussein... C'est en vain que le président Chirac, le chancelier Schröder et le président Poutine conjuguèrent leurs efforts pour l'en dissuader. Vingt ans plus tard, le Moyen-Orient et l'Afrique septentrionale paient encore au prix fort les conséquences en chaîne de sa décision.

C'est plus compliqué avec l'invasion de l'Ukraine. Au soir du 24 février 2022, tous les observateurs se sont étonnés que Vladimir Poutine ait pris un tel risque alors qu'il avait bien d'autres moyens à sa portée pour vassaliser l'Ukraine, comme d'annexer les territoires séparatistes de Louhansk et Donetsk ou de couper l'approvisionnement en gaz du pays.

Selon le politologue américain John Mearsheimer, Poutine a été acculé à la guerre par l'OTAN en laquelle il voit le « *faux-nez* » du

Pentagone américain. Le président russe a pu craindre que l'armée ukrainienne, de *facto* dans l'OTAN, reprenne l'offensive dans le Donbass et la Crimée et c'est afin de sécuriser ces territoires qu'il a lancé l'attaque du 24 février 2022. Si cette interprétation est juste, Poutine et son camp ne céderont rien car de leur point de vue, une défaite signerait la fin de la nation russe. Leurs craintes sont étayées par la volonté du président Biden de les combattre « *jusqu'au dernier Ukrainien* », quitte à ruiner aussi l'Europe.

Autant dire que les gouvernants européens feraient bien de réfléchir à une issue diplomatique rapide plutôt que d'escompter l'assassinat de Poutine ou une révolution en Russie.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères Hubert Védrine se range parmi les diplomates réalistes et, s'il condamne l'invasion de l'Ukraine par Poutine, il déplore aussi les pressions occidentales qui l'ont conduit à cette extrémité : « *Henry Kissinger, qui a passé sa vie à combattre les Soviétiques, déplorait il y a une dizaine d'années qu'on n'ait fait aucun effort après la fin de l'URSS pour associer la Russie à un ensemble de sécurité en Europe. Brzezinski [conseiller diplomatique de Carter pendant la guerre froide, NDLR], polonais d'origine, très antirusse, considérait que c'était une provocation contre-productive d'annoncer l'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN en 2008, et qu'il fallait au contraire bâtir un statut de neutralité, de finlandisation, avec une double garantie pour l'Ukraine et pour la Russie. Ça n'a pas été fait.*

*La localisation des systèmes antimissiles pour inhiber les systèmes russes au prétexte de contrer les systèmes iraniens, la négociation de l'accord d'association entre l'Ukraine et l'Union européenne, conçue sous influence polonaise pour couper l'Ukraine de la Russie, ont été des erreurs. Puis il y a eu l'engrenage en 2014, qui aurait pu être évité, mais qui a eu lieu et qui a abouti à des sanctions et à une surenchère de Poutine... » (Le Figaro, 24 février 2022)*

## Explication par Thucydide

Dans les dernières années, les politologues américains ont multiplié les références à la **guerre du Péloponnèse entre Athènes et Sparte** (431 à 404 av. J.-C.) pour tenter de comprendre qui la rivalité entre les États-Unis et la Chine, qui la rivalité entre les États-Unis et la Russie.

Selon l'historien et général Thucydide qui a lui-même participé à cette guerre et en a brossé le récit, c'est l'histoire d'une grande cité au sommet de sa puissance, Athènes, qui résiste à son déclin en resserrant son emprise sur ses alliés et son environnement proche. Mais une cité rivale, Sparte, lui fait front et fédère autour d'elle les réfractaires. Le résultat, c'est trente ans de guerres et deux adversaires l'un et l'autre détruits à jamais... Le politologue Graham Allison a ainsi mis en garde son pays, les États-Unis (alias Sparte !), contre le « *piège de Thucydide* » dans le conflit qui l'oppose à la Chine (Athènes !). Plus près de nous et sans doute de manière plus pertinente, Stephen Walt et son confrère John Mearsheimer voient dans la guerre d'Ukraine une manifestation de la rivalité entre Washington (Athènes) et Moscou (Sparte).

Dans son ouvrage : *Vers la guerre. L'Amérique et la Chine dans le piège de Thucydide* (Odile Jacob, 2019), Graham Allison exprime l'idée que les États-Unis pourraient être tentés de faire la guerre à la Chine, puissance montante, de même que Sparte a fait la guerre à Athènes quand celle-ci est apparue trop menaçante : « *Le piège de Thucydide est une dynamique dangereuse qui se met en place quand une puissance montante menace de remplacer une puissance hégémonique, comme Athènes, ou l'Allemagne il y a cent ans, ou la Chine aujourd'hui, et son impact sur Sparte, ou la Grande-Bretagne il y a cent ans, ou les États-Unis aujourd'hui* » ! Le parallèle est



intéressant mais contestable. La Chine, État autoritaire sans tradition maritime ni expansionniste, a peu à voir avec Athènes, thalassocratie démocratique. Et les États-Unis ont aussi peu à voir avec Sparte...

Stephen Walt évoque ce qu'il appelle un « dilemme de sécurité » : « Il était parfaitement logique que les États d'Europe de l'Est veuillent entrer dans l'OTAN (ou s'en approcher le plus possible), compte tenu de leurs préoccupations à long terme concernant la Russie. Mais il aurait dû être également facile de comprendre pourquoi les dirigeants russes - et pas seulement Poutine - considéraient cette évolution comme alarmante. Il est maintenant tragiquement clair que le pari n'a pas été payant, du moins pas en ce qui concerne l'Ukraine et probablement la Géorgie ».

John Mearsheimer suit la même analyse et met clairement en cause l'Occident dans l'enchaînement fatal qui a mené à l'impasse actuelle. Ce penseur, qui enseigne les sciences politiques à l'Université de Chicago, est très réputé outre-Atlantique, à l'égal de feu Samuel Huntington (*Le Choc des civilisations*). Il apporte un éclairage brutal sur les origines de la guerre d'Ukraine et ses probables conséquences ([vidéo](#)).

Mearsheimer voit dans la guerre d'Ukraine la conséquence de la décision d'inclure l'Ukraine et la Géorgie dans l'OTAN. Les Russes, qui avaient encaissé les deux premiers élargissements de l'OTAN en Europe orientale en 1999 et 2004, prévinrent les Occidentaux que celui-ci était de trop : « *Ils ont défini cette ligne rouge comme une menace existentielle pour eux* ». Mais rien n'y fit. Le 10 juillet 2008, la Secrétaire d'État Condoleeza Rice se rendit à Tbilissi et pour écarter

la menace d'une alliance *de facto* de la Géorgie avec l'OTAN, Poutine ne trouva rien de mieux que d'**attaquer ce petit pays** en août 2008.

William Burns, actuel chef de la CIA et spécialiste de la Russie, écrit à la Secrétaire d'État Condoleezza Rice, en 2008 : « *L'entrée de l'Ukraine dans l'OTAN est la plus vive de toutes les lignes rouges pour l'élite russe (et pas seulement Poutine). En plus de deux ans et demi de discussions avec des acteurs russes clés... je n'ai encore trouvé personne qui considère l'Ukraine dans l'OTAN comme autre chose qu'un défi direct aux intérêts russes.* »

En Ukraine, là-dessus, survint la révolution de Maïdan le 22 février 2014 avec l'accession au pouvoir du parti pro-occidental et antirusse. La conséquence immédiate fut « *la prise de la Crimée par les Russes qui n'avaient pas l'intention de laisser Sébastopol devenir une base navale de l'OTAN* », dit Mearsheimer, ainsi que le soutien apporté par Poutine à la sécession du Donbass russophone. Malheureusement, ces réactions brutales de Moscou eurent pour effet de renforcer en Ukraine les partisans de l'adhésion à l'OTAN, jusque-là minoritaires.

L'Union européenne entreprit aussitôt de développer ses liens avec l'Ukraine cependant que l'OTAN équipa son armée en matériel moderne. L'OTAN commença de former aussi les soldats ukrainiens à Yavoriv, près de la frontière polonaise. Cette immense base militaire est appelée dans la novlangue de l'alliance : « *Centre international pour le maintien de la paix et de la sécurité* ». Les Britanniques renforcèrent aussi la marine ukrainienne.

À Odessa, à bord du destroyer *HMS Defender*, les Britanniques et les Ukrainiens concluent le 21 juin 2021 un accord en vue de construire une nouvelle base navale ukrainienne et de livrer à Kiev des navires lance-missiles. Là-dessus, le navire quitte le port et se dirige vers la Géorgie. Selon des documents secrets perdus par inadvertance à un arrêt de bus dans le Kent (!), il apparaîtra que la *Royal Navy* avait ordonné au navire de pénétrer délibérément dans les eaux territoriales russes au risque de provoquer un incident grave. La *HMS Defender* est bien entrée dans les eaux russes mais l'incident a été évité...

L'ultime crise survint au milieu de l'année 2021. L'armée ukrainienne, désireuse de reprendre par la force le Donbass, commença d'attaquer les séparatistes avec des drones (avions sans pilote) d'une redoutable efficacité et dont on peut penser qu'ils étaient pilotés depuis une base ukrainienne ou aussi bien depuis une base américaine. En novembre 2021, dans le cadre d'exercices militaires avec les Ukrainiens, une dizaine de bombardiers américains capables de transporter des armes nucléaires volèrent à une vingtaine de kilomètres de la Russie. Ces circonstances conduisirent la Russie à ce que le ministre russe des Affaires étrangères Sergueï Lavrov a appelé le « *point d'ébullition* » avec les conséquences que l'on sait : le déploiement des armées russes aux frontières de l'Ukraine.

« *Pour la Russie, l'élargissement de l'OTAN à l'Ukraine est une menace existentielle* », insiste le professeur Mearsheimer mais ses compatriotes américains ne le comprennent pas ; c'est pourquoi ils préfèrent supposer que Poutine veut carrément recréer l'empire russe ou l'URSS, voire pousser jusqu'à Berlin ou Paris. « *Ce narratif est inédit*, dit-il. *En 2014, nous n'imaginions pas les Russes agressifs et c'est pourquoi le gouvernement Obama a été surpris par les réactions de Moscou face au revirement pro-occidental de Kiev.* »

Pourtant, les États-Unis eux-mêmes ont déjà été confrontés à une menace existentielle. C'était en octobre 1962, quand les Soviétiques ont **installé des fusées à tête nucléaire à Cuba**, à quelques encablures de Miami et des côtes américaines. Tout comme Poutine aujourd'hui, le président Kennedy a menacé les Soviétiques d'utiliser ses armes nucléaires. Le maître du Kremlin Khrouchtchev a compris le message. Il a retiré ses fusées et le monde a mieux respiré. « *On avait heureusement affaire à cette époque-là à deux acteurs rationnels qui pesaient le pour et le contre* », note l'historien André Kaspi. Ce n'est plus le cas aujourd'hui avec Joe Biden et Vladimir Poutine.

## La guerre, jusqu'où ?

Nous en arrivons à ce jour fatal du 24 février 2022 où les armées russes se sont mises en mouvement. Écartons l'hypothèse d'un accès de paranoïa ou d'un coup de poker de l'hôte du Kremlin et tenons-nous-en à la thèse de John Mearsheimer et des politologues américains dits « *réalistes* », celle d'une guerre devenue existentielle pour les dirigeants russes et pour une bonne partie du peuple russe lui-même.

Depuis 2014, l'armée ukrainienne a été de mieux en mieux équipée et formée par l'OTAN. Elle bénéficie qui plus est du système de communication de l'armée américaine (informations et renseignements par satellites). Pour les Russes, il ne fait plus guère de doute que « *l'Ukraine est devenue un membre de l'OTAN de fait* », note Mearsheimer. Elle se dispose depuis l'été 2021 à reprendre le Donbass par la force. La Crimée est aussi menacée car elle est alimentée en eau

douce par un canal qui vient du Dniepr et que l'Ukraine a fermé progressivement comme l'a écrit *Le Monde*.

En Crimée, le Kremlin a pris conscience de la difficulté à tenir sans ressource en eau disponible, explique Franck Galland, chercheur associé à Fondation pour la recherche stratégique (*Le Monde*, 28 février 2022). En effet, pour son alimentation en eau, la Crimée est entièrement dépendante stratégiquement du canal Nord qui la relie au Dniepr. Avant l'intervention des Russes en 2014, cette infrastructure vitale pourvoyait à 85 % des besoins en eau de la Crimée. Dès avril 2014, le pouvoir ukrainien a ordonné de réduire petit à petit le débit du canal Nord de Crimée, jusqu'à sa fermeture complète par la construction d'un barrage à 70 km à l'intérieur des terres.

L'état d'esprit au Kremlin à l'automne 2021 au vu des progrès de l'armée ukrainienne n'est pas sans rappeler celui qui prévalait début 1914 à Berlin. L'état-major allemand observait avec inquiétude la modernisation rapide de l'armée russe ; encore quelques années et, alliée à l'armée française, forte de sa supériorité numérique, elle pourrait défaire l'armée allemande. De la même façon, Poutine et son état-major ont pu craindre que l'armée ukrainienne, devenue le bras armé de l'OTAN, n'en vienne à l'offensive dans le Donbass et même la Crimée. Il importait donc de la battre avant qu'il ne soit trop tard ! Ainsi a-t-il pu déclencher une guerre non pas contre les frères ukrainiens mais contre l'OTAN et, derrière le paravent de l'OTAN, contre la superpuissance américaine. Mais une guerre dont seuls les Ukrainiens (et les soldats russes) auront à souffrir dans leur chair. Car, comme le souligne le professeur Mearsheimer, le président Joe Biden, plombé par son **lâchage de Kaboul**, est bien décidé cette fois à « *se battre jusqu'au dernier Ukrainien* ».

L'Ukraine avait 52 millions d'habitants à l'indépendance en 1991. Elle n'en avait déjà plus que 44 en 2020, Crimée comprise, pour cause de dénatalité et d'émigration. Combien en restera-t-il à l'issue de la guerre ?

Nous sommes au cœur du « *dilemme de sécurité* » selon l'expression de Stephen Walt. D'un côté l'Ukraine, si pauvre qu'elle soit, aspire à rejoindre l'Union européenne et se placer sous la protection de l'Amérique et de l'OTAN. De l'autre, la Russie s'est sortie **sans drame** de l'Union soviétique mais craint plus que tout de retomber dans **les errances de l'ère Eltsine (1991-1999)** dont l'a sortie Poutine, ou plus bas encore. Les combats sur le terrain et, plus bêtement, les sanctions économiques ne feront pas reculer Poutine. Acculé, il pourrait « *recourir à tous les moyens pour s'assurer la victoire en Ukraine* » et même « *détruire les villes ukrainiennes comme le furent Mossoul, Fallujah ou Grozny* », déplore le professeur Mearsheimer, sans parler de la « *menace nucléaire* ».

Le plus grave est que le « *dilemme de sécurité* » vaut aussi pour les États-Unis. Le pays se fait tailler des croupières par la Chine dans le domaine économique. Sa démocratie est affectée par la montée des populismes et des tensions interraciales. Il ne se remettrait pas d'un nouvel échec militaire face à la Russie après ses fiascos successifs, Liban, Somalie, Afghanistan, Irak, Syrie, etc. À juste titre, plus aucun pays ne serait porté à leur faire confiance, même les pays européens.

Aussi Joe Biden, loin de calmer le jeu, « *double la mise* » en surarmant tant et plus les Ukrainiens avec ses affidés britanniques. Pour plus de sûreté, le président américain sabote les velléités diplomatiques des Européens en qualifiant Poutine de « *criminel de guerre* ». Comment pourra-t-on négocier avec un criminel de guerre ?... C'est oublier que, depuis **Andrew Jackson**, on ne compte plus les présidents américains

qui eussent tout autant mérité une comparution devant la Cour Internationale de Justice pour les crimes de guerre accomplis sous leur mandat : génocide des Indiens (Jackson), Hiroshima (Truman), napalm et destruction de digues au Vietnam (Johnson), enfants irakiens voués à la mort (Clinton), « *dommages collatéraux* » ici et là, etc.

Tétanisés à l'idée de rompre leur allégeance à Washington, les Européens vont inévitablement payer très cher ce fiasco. Ils s'en tiennent à des incantations pieuses, à des sanctions économiques qui ne ruinent qu'eux-mêmes et ne sauveront pas une vie, et à l'accueil des réfugiés ô combien nécessaire.

**Le reste du monde observe sans bouger** ce conflit entre « *Blancs* » qui pourrait signer l'acte de décès de l'Occident.

Il y a désormais une divergence complète d'intérêts entre Européens et Américains. Les Chinois l'ont bien compris. Pas les Européens. Le 13 mars 2022, *Global Times*, version internationale du *Quotidien du Peuple*, titrait : « *Les USA jettent de l'huile sur le feu en fournissant des armes à l'Ukraine cependant que la Russie, l'Ukraine et l'Europe intensifient leurs efforts diplomatiques* ». La Chine a pris acte du nouvel ordre mondial et compris que ni Sparte ni Athènes ne gagneront cette guerre insensée. Elle envisage de négocier désormais avec l'Arabie des contrats pétroliers libellés en yuan et non plus en dollars. Cela dit, occupons-nous d'abord de sauver l'Ukraine, dernier champ de bataille entre la Russie et l'OTAN.

Le 13 mars 2022, **Global Times**, version internationale du *Quotidien du Peuple*, organe officiel du PCC, a publié un article intitulé : « *Les USA jettent de l'huile sur le feu en fournissant des armes à l'Ukraine cependant que la*

*Russie, l'Ukraine et l'Europe intensifient leurs efforts diplomatiques ».*  
Extrait : « *Les États-Unis, qui semblent se tenir aux côtés de l'Ukraine, ne se soucient en réalité pas de rétablir la paix en Ukraine, car ils sont trop éloignés du conflit, et le but ultime de Washington est de prolonger le conflit et de maximiser les dégâts pour la Russie, de saper l'économie de l'UE et de renforcer sa présence militaire et son contrôle sur le continent européen. »*



# NOTRE AVENIR EN QUESTIONS

9 mars 2022

Le 24 février 2022 figurera comme un tournant séculaire dans l'Histoire de l'Europe... mais non pas du monde. En effet, la guerre déclenchée par le président Poutine ne concerne au premier chef que l'Europe et lance de **nouveaux défis** à tous ses habitants.

Pour les gouvernements du reste de la planète, dans l'aire chinoise, le sous-continent indien, le monde islamique, l'Afrique et le continent américain, y compris même pour le gouvernement étasunien, cette guerre est un non-événement, si ce n'est par ses répercussions économiques. L'ONU en a apporté la démonstration...

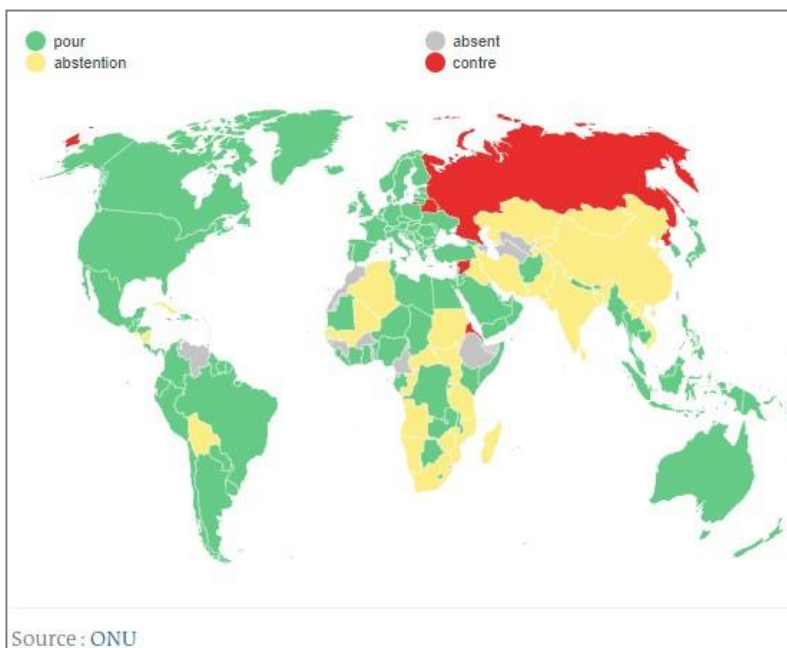
*« La guerre pourrait modifier fondamentalement l'ordre économique et géopolitique mondial, si le commerce de l'énergie se modifie, si les chaînes d'approvisionnement se reconfigurent, si les réseaux de paiement se fragmentent et si les pays repensent leurs réserves de devises »,* avertissait le 15 mars 2022 le Fonds monétaire international (FMI). Il ne croyait pas si bien dire. Selon le *Wall Street Journal*, la Chine et l'Arabie saoudite étudient la possibilité de payer en yuans l'achat du brut saoudien.

## La guerre d'Ukraine laisse les deux tiers de la planète neutres ou indifférents

Le 2 mars 2022, comme il en va à chaque conflit, l'Assemblée générale de l'ONU a voté une résolution qui « exige que la Russie cesse immédiatement de recourir à la force contre l'Ukraine ».

Sur 193 États, 141 ont approuvé la résolution, 5 s'y sont opposés et 35 se sont abstenus. 12 n'ont pas participé au vote. Cette condamnation apparemment massive de la Russie a conduit les quotidiens comme *Le Monde* à titrer triomphalement sur « *l'isolement historique de la Russie à l'ONU* ». En matière de désinformation et « *fake-news* », difficile de faire pire !

De fait, si nous prenons en compte le poids respectif des différents pays (le Luxembourg pèse moins que la Chine), le vote du 2 mars illustre un déséquilibre au bénéfice de la Russie, avec une scission du monde en deux blocs qui reproduit d'ailleurs assez bien celle de la *guerre froide* d'antan. C'est ce que montre la carte, ci-dessous, publiée par le quotidien français de référence ([source](#)) :



Vote du 2 mars 2022 à l'assemblée générale de l'ONU sur la résolution condamnant la guerre en Ukraine et demandant le retrait immédiat des forces russes.

- En vert se détachent les pays qui condamnent l'agression russe : les pays de l'OTAN bien évidemment, la quasi-totalité de l'Amérique latine ainsi que les « *clients* » habituels des États-Unis qui ne peuvent rien leur refuser (Japon, Taiwan, Corée, Sud-Est asiatique, Égypte, Israël, Arabie et émirats), quelques pays d'Afrique... ainsi que l'Afghanistan des talibans, qui garde une dent contre les Russes, et le **Yémen**, lui-même agressé par l'Arabie avec le soutien des Occidentaux. Ces États rassemblent près de 2,5 milliards d'habitants. C'est *moins d'un tiers* de la population humaine (7,7 milliards d'humains en 2019).

- En jaune les pays qui se sont abstenus et en gris ceux qui ont préféré ne pas participer au vote : Chine, Vietnam et Laos, Inde, Bangladesh, Pakistan, Iran, Asie centrale, Irak, Soudan, Éthiopie, Tanzanie, Afrique du Sud, Angola et Mozambique, Madagascar, Sénégal, Guinée, Mali, Burkina Faso, Algérie, Maroc, Venezuela, Bolivie...
- Enfin en rouge les pays qui rejettent la résolution : la Russie bien évidemment ainsi que quatre dictatures (Biélorussie, Syrie, Corée du Nord, Érythrée).

Ces clivages ne sont pas anodins. Ils signifient que les États gris, jaunes et rouges se dispensent non seulement de condamner verbalement l'agression russe mais aussi de s'associer aux sanctions économiques décidées par les Occidentaux, à Washington et Bruxelles. Ces États rassemblent plus des deux tiers de l'humanité.

Autant dire que la Russie est loin d'être isolée sur le plan diplomatique, si inqualifiable que soit son agression de l'Ukraine. Au cœur même de l'Europe, la Serbie a condamné la Russie à l'ONU mais se garde de prendre des sanctions contre elle et maintient ses liaisons aériennes avec la Russie ; à Belgrade, une minorité ne craint pas de manifester son soutien à Moscou et Poutine. Notons, ce n'est pas négligeable, que la Turquie et le Japon aussi refusent d'appliquer de quelconques sanctions économiques à l'encontre de la Russie !

Notons encore que sur les huit États possédant officiellement l'arme nucléaire, trois seulement ont voté la résolution (États-Unis, Royaume-Uni et France) ; deux l'ont rejetée (Russie et Corée du Nord) ; trois se sont abstenus (Chine, Inde et Pakistan). Enfin, la Russie et la Chine figurent parmi les membres permanents du Conseil de sécurité de l'ONU avec un droit de veto, ce qui rend l'organisation proprement impuissante et inutile face au drame ukrainien.

Globalement, l'Europe et ses excroissances, Amériques et Océanie, sont les seules régions du monde qui condamnent la Russie et s'accordent sur des sanctions économiques. On peut penser que le spectacle d'une nouvelle guerre fratricide entre Européens ne chagrine pas beaucoup de ressortissants du tiers-monde... Cet état de fait doit être considéré avec réalisme par nos gouvernants et nos médias, à défaut de quoi nous allons au-devant de graves déconvenues. Il faut voir en effet que les États non-occidentaux ont de bonnes raisons de rester neutres sur la question ukrainienne :

### **La Chine au cœur de la contestation :**

La Chine serait mal avisée de soutenir l'OTAN et les États-Unis car ces derniers ne lui en sauront aucun gré. Xi Jinping ne veut pas subir l'**humiliation de Poutine** qui, après avoir apporté son soutien aux Américains en Afghanistan, a vu ceux-ci appeler l'Ukraine et la Géorgie à rejoindre l'OTAN dans un front antirusse. Pour Xi Jinping, le drame ukrainien est l'aboutissement d'une politique américaine destinée à diviser et affaiblir l'Europe pour mieux la dominer.

Au demeurant, la Chine est alliée de la Russie au sein du groupe de Shanghai (OCS) et elle pourra avoir besoin d'elle pour contenir les réprimandes des Européens quant au traitement des Ouïghours et à la répression de Hongkong, et pour détourner les Américains de Taiwan.

Le président Xi Jinping pourrait seulement s'inquiéter pour ses **Nouvelles Routes de la Soie**. Il s'agit d'infrastructures de transport destinées à favoriser le commerce chinois. La principale de ces infrastructures est une voie ferrée de 11000 km qui relie la Ruhr à la Chine via la Russie. Les Chinois peuvent craindre que les

Européens ne viennent à la fermer dans le cadre des sanctions contre la Russie.

### L'Inde refuse de choisir :

Depuis son indépendance en 1947, l'Inde a fait le choix de ne pas choisir. Soucieuse de ne dépendre de personne, elle s'est toujours voulue le chef de file des **pays non-alignés**. Elle conserve de bonnes relations tant avec l'URSS et la Russie actuelle qu'avec les États-Unis et diversifie autant que faire se peut ses fournitures d'armement (ainsi a-t-elle été l'un des premiers pays à commander des avions *Rafale* à la France). De cette façon, elle est sûre de garder des appuis dans l'éventualité d'un conflit avec ses deux ennemis et voisins, la Chine et le Pakistan.

D'autre part, il ne faut pas oublier que l'Inde nourrit des revendications sur le Cachemire historique dont une partie est aujourd'hui occupée par le Pakistan. Elle pourrait donc avoir besoin du soutien de la Russie si d'aventure, elle décidait de reprendre ce territoire.

### L'Algérie et le Maroc de mauvaise humeur :

Le régime algérien, toujours vindicatif à l'égard de l'ancienne puissance coloniale, la France, se maintient depuis 1962 grâce à l'appui de l'URSS et aujourd'hui de la Russie. La guerre d'Ukraine, en entraînant tout à la fois une flambée des cours des céréales et des hydrocarbures, pourrait lui être en définitive bénéfique, ses ventes de gaz compensant ses achats de blé.

Quant au Maroc, c'est par dépit qu'il ne veut pas condamner la Russie. Le royaume a annexé en 1975 le **Sahara espagnol** et il attend

de la France et des autres Européens qu'ils légitiment cette annexion. Mais ces derniers s'y refusent avec obstination au risque de provoquer une nouvelle guerre. En effet, l'Algérie pourrait prendre prétexte de cette annexion pour entrer en conflit armé avec le Maroc.

### Le Sénégal et le Sahel se rebiffent :

Parmi les autres États qui refusent de condamner la Russie figurent le Mali, la Centrafrique, le Soudan ou encore Madagascar et le Mozambique. Les gouvernants de ces pays ont fait appel aux mercenaires russes de la société Wagner pour les « protéger » et ne voudraient donc pas les contrarier. Plus étonnante est l'abstention du Sénégal, proche de la France dont il reçoit une aide massive.

## Turquie : Erdogan, l'alter ego de Poutine

La Turquie est membre de l'OTAN mais n'a pas pour autant oublié ses **impératifs géostratégiques** : depuis cinq siècles, elle dispute à la Russie l'héritage de Byzance. Elle a donc voté la résolution de l'ONU condamnant l'agression russe. Elle livre aussi des armes à l'Ukraine. Mais elle s'abstient de toute forme de sanctions.

Erdogan maintient envers et contre tout le dialogue avec Poutine. Les deux hommes, tels deux félins, sont étonnamment similaires par leur personnalité et leur parcours. Ils sont de la même génération. Arrivés l'un et l'autre à la tête de leur pays au tournant de l'An 2000, ils ont entrepris de le redresser et lui redonner toute sa place sur la scène internationale. Après un parcours quasiment sans faute jusqu'en 2013-2014, l'hubris et l'usure du pouvoir les ont conduits à renforcer

leur pouvoir personnel par des mesures de plus en plus brutales dans des pays laminés par les difficultés économiques et l'inflation.

En Syrie, en Libye, en Afrique sahélienne ou encore dans le Caucase, les deux dirigeants se toisent et se font la guerre par belligérants interposés, comme l'URSS et les États-Unis au temps de la guerre froide. Dans la guerre du Haut-Karabagh, en 2020, ils ont joué les arbitres entre Arméniens et Azéris. Reste que si la Russie devait sombrer dans la guerre d'Ukraine, c'en serait fini de l'**Arménie** qui n'aurait plus de protecteur face à ses voisins musulmans et hostiles.

L'aurait-on déjà oublié? Il s'en est fallu d'un cheveu qu'**Erdoğan** devance Poutine dans la guerre. Cela a commencé en 2019 en Syrie où la Turquie, membre de l'OTAN, est intervenue sans en référer à personne. Elle a combattu les Kurdes, alliés de l'OTAN dans la guerre contre l'État islamique (Daech) ! Le président Macron a alors déploré l'indulgence de Washington à l'égard d'Ankara et l'absence de coordination stratégique entre les États-Unis et ses partenaires. À l'été 2020, dans la mer Égée, l'autocrate turc a réclamé une révision du **traité de Lausanne** de 1923. Pour faire valoir ses revendications sur les îles grecques limitrophes de ses côtes, il a déployé sa flotte et son aviation. Il a finalement reculé suite à l'intervention de la France qui est venue au secours de la Grèce, également membre de l'OTAN, en envoyant ses navires et ses *Rafale* dans la mer Égée.



## L'OTAN « en état de mort cérébrale »

Le 7 novembre 2019, irrité par l'inaction de ses alliés face aux agissements de la Turquie en mer Égée, le président Macron a déclaré l'OTAN « *en état de mort cérébrale* ». La suite lui a donné pleinement raison...

L'OTAN, c'est 55 % des dépenses militaires mondiales (environ 1000 milliards de dollars en 2018 dont 70 % fournis par les États-Unis). Il s'agit d'une alliance purement défensive comme le stipule l'article 5 du traité fondateur : « *Les parties conviennent qu'une attaque armée contre l'une ou plusieurs d'entre elles survenant en Europe ou en Amérique du Nord sera considérée comme une attaque dirigée contre toutes les parties (...)* ». Or, dès que la menace soviétique a été annihilée par l'implosion de l'URSS en 1991, l'OTAN s'est vue pousser des griffes. Se substituant aux diplomates, ses généraux (américains) ont multiplié les agressions « *hors champ* », de la Serbie à la Libye en passant par l'Afghanistan, l'Irak, la Syrie, etc. À cela se sont ajoutées les interventions proprement américaines, comme en Somalie.

Pour quel résultat ? La plupart des pays qui, depuis la **débandade de Saïgon** en 1975, ont fait appel à la protection des États-Unis ou de son bras armé, l'OTAN, ont été finalement abandonnés par ceux-ci et ont sombré dans le chaos. C'est le cas en particulier du **Liban**, de l'**Afghanistan**, du Kosovo, de l'**Irak**, de la **Syrie**, de la **Somalie**, de la **Libye**. Paradoxalement, chaque échec, en rendant le monde plus instable et dangereux, conduit les démocraties à resserrer leurs liens avec Washington. **Plus forts de défaite en défaite**, ainsi apparaissent les États-Unis contemporains ! Cette « *loi* » pourrait se confirmer une

nouvelle fois si l'on établit la **responsabilité de Washington** dans l'engrenage fatal qui a mené au drame ukrainien.

## Les Européens face à eux-mêmes

Les Européens pourront-ils continuer de se reposer sous le bouclier américain ? Moins que jamais. Le président Joe Biden a eu la décence de les avertir qu'il ne sacrifiera pas un soldat pour les protéger de la Russie. Sur ce point, on peut le croire et même les Polonais et les Allemands ont compris le message. L'Allemagne avait cru pouvoir faire l'économie d'une armée pour exporter à tout va ses machines et ses voitures. En rupture avec ses professions de foi pacifistes, la voilà qui projette de se réarmer à grands frais... mais sans rien changer au fond : sa première décision est de commander des avions américains F35, ce qui revient à renforcer la dépendance européenne à l'égard de Washington !

Dans un entretien au quotidien **La Croix** (10 mars 2022), le philosophe Jean-Marc Ferry appelle à réformer l'Europe indépendamment des Américains : « *Sous l'influence américaine, les Européens ont rejeté la Russie vers l'Orient. Ils ont refusé de facto la maison commune européenne demandée par Mikhaïl Gorbatchev, une idée qui avait pourtant été envisagée par le général de Gaulle et à laquelle François Mitterrand et Jacques Chirac étaient acquis. Nous avons laissé les États-Unis, via les experts américains dépêchés au Kremlin durant la période Eltsine, agencer une dramatique récession en Russie. On ne pouvait pas s'y prendre mieux pour jeter la Russie dans les bras du fascisme... Une erreur a été de suivre la diplomatie américaine et sa méfiance à l'égard des Russes, depuis la politique de glasnost et de perestroïka menée par Gorbatchev. Les Américains n'y ont vu*

*qu'un subterfuge, le coup habile d'un perdant pour obtenir de l'aide économique et reconstituer ses forces, sans avoir vraiment changé. Trop souvent alignés sur les Américains, les Européens n'ont pas ouvert les portes de l'UE à la Russie de Gorbatchev. Nous n'avons pas réalisé l'accord de libre-échange avec la Russie prévu au début des années 2000. Cela a créé un ressentiment énorme chez les Russes...*

*Nous devons nous acheminer vers une union politique efficace, mais sans confisquer aux États membres leur souveraineté au profit d'une sorte d'État européen supranational. De ce point de vue, la « souveraineté européenne » que notre président appelle de ses vœux me semble lourde de malentendus possibles »*

D'un seul coup, l'invasion de l'Ukraine a fait chavirer toutes les politiques menées par l'Union européenne depuis trois décennies. Au nom du « *doux commerce* » (Montesquieu), nos groupes industriels avaient délocalisé tant et plus leurs usines et leurs approvisionnements avec l'objectif de « *produire à des coûts asiatiques et vendre à des prix européens* » ; c'est pour nous apercevoir aujourd'hui que nous sommes dépendants d'États hostiles, la Chine et la Russie, pour nos matières premières, nos composants électroniques et nos produits les plus basiques comme le blé ou les masques anti-covid. Nous projetions de décarboner notre énergie grâce au gaz russe et aux éoliennes *made in China*, et nous voilà obligés de revenir au nucléaire, au charbon et au gaz de schiste américain. À la poubelle les professions de foi écologistes et le « *Pacte vert* » bruxellois !

Venant après la pandémie, ces nouveaux défis (armement, énergie) vont gravement obérer les budgets des États européens et alourdir les impôts dans un contexte de grande fragilité sociale. Dans *Les Luttes de classes en France au XXI<sup>e</sup> siècle* (2018), l'historien Emmanuel Todd notait en France une **remontée de la mortalité infantile** depuis

2012. Il y voyait, comme dans les dernières années de l'URSS, le signe manifeste d'une désorganisation de la société : dégradation des systèmes de santé, baisse du niveau de vie, etc. La révolte des *Gilets jaunes*, en 2018-2019, avait de ce point de vue des fondements plus sérieux que les statistiques triomphantes du gouvernement sur le taux de croissance économique.

Les Européens doivent se préparer à un changement de paradigme s'ils ne veulent pas sombrer plus complètement.

Face au retour de la barbarie la plus archaïque, les débats oiseux qui ont agité ces dernières années les cercles médiatiques et universitaires paraissent aujourd'hui nimbés de ridicule. « Théorie du genre », multiculturalisme et **autres fadaïses** venues d'outre-Atlantique rappellent les discussions sur le sexe des anges qui agitaient le clergé de Byzance pendant que les Turcs assiégeaient la ville.

Face aux risques de pénurie, ils devront remettre leur credo concernant le néolibéralisme, la mondialisation des échanges, la consommation à tout va et les gaspillages d'énergie. Étourdis par cinq siècles de domination planétaire et sept décennies d'opulence et de paix, ils pensaient jusqu'à ce jour que le monde tournait autour d'eux. Ils s'étaient crus investis de la mission de réinventer l'humanité et d'imposer leurs principes de gouvernement à toute la planète. Mais la récréation est finie. Il n'est plus temps de s'ingérer dans les affaires d'autrui.

Il appartiendra aux jeunes Européens de gérer au mieux leur retour sur terre en retroussant leurs manches et en resserrant leurs liens sans plus s'ingérer dans les affaires d'autrui. Une fois les plaies pansées,

qu'il nous soit permis de rêver à une Europe libre, souveraine et respectueuse des identités nationales, des Highlands d'Écosse à l'Oural, Ukraine et Russie incluses.

### « *La géographie, ça sert d'abord à faire la guerre* »

(Yves Lacoste)

Gardons en tête **la carte du monde** pour prendre la mesure de la tragédie qui se joue dans les plaines d'Ukraine :

- Cette guerre implique très directement le « *monde russe* » et affecte l'Europe par ses conséquences géostratégiques (menace d'extension du conflit), économiques (pénuries de gaz et de blé, secousses financières et boursières) et humaines (réfugiés). Au total, cette fraction de l'humanité (Europe et Russie) représente 10 % de l'humanité et 5 % du total des naissances annuelles.
- Les États-Unis ont une responsabilité certaine dans le chaos européen (comme dans le chaos moyen-oriental et afghan). Mais, étant protégés par deux océans, ils n'en seront pas le moins du monde affectés. Tout au plus engrangeront-ils davantage de recettes grâce à leurs exportations accrues de gaz de schiste.
- Quant au reste du monde, qui représente 85 % de la population mondiale et 93 % des naissances annuelles, il s'en tient face à la guerre, soit à une condamnation polie de l'agression (Japon), soit à une indifférence à son égard, voire un soutien à peine dissimulé à la Russie (groupe de Shanghai).

En bref, il n'existe pas de « *communauté internationale* ». Cette expression relève du vocabulaire théologique, en aucune façon d'une

réalité géopolitique. La tragédie russo-ukrainienne est l'affaire des Européens et d'eux seuls. Il appartiendra à eux seuls de la surmonter.



Le monde au milieu du XXI<sup>e</sup> siècle,  
projection d'après le nombre de naissances dans les grandes régions.

# LA TRAGÉDIE RUSSE EN TROIS ACTES (1991-2021)

24 février 2022

Le 24 février 2022 s'inscrira en lettres de sang dans les livres d'Histoire. Il clôt trois décennies d'illusions sur le triomphe de la Démocratie et des Droits humains et annonce le retour en force des peuples de chair et de passions. Revenons sur les origines de cet effroyable coup de théâtre et ses possibles conséquences.

Dans la décennie qui a suivi **la chute du Mur de Berlin** dans la nuit euphorique du 9 novembre 1989, la Russie a manqué sombrer corps et biens à l'image de son chef, Boris Eltsine. Elle s'est redressée quasi-miraculeusement à partir de 1999 sous la férule autoritaire et brutale de Vladimir Poutine. Mais l'horizon s'est à nouveau assombri à partir de 2014 et de la première crise ukrainienne, jusqu'à conduire au drame actuel qui frappe si cruellement les Ukrainiens.

La diplomatie américaine porte une lourde responsabilité dans cette tragédie. Ni les Russes ni les autres Européens n'en sortiront indemnes. Son issue dépendra de la détermination et de la lucidité des jeunes générations.

# Acte 1 : le calvaire (1991-1999)

## Principaux acteurs : Boris Eltsine, Bill Clinton, Helmut Kohl

En quelques mois donc, la redoutable Union des Républiques socialistes soviétiques (URSS) s'est effondrée comme un château de cartes pour laisser place à une improbable Communauté des États indépendants (CEI), avec en son cœur la Fédération de Russie, réduite à ses limites administratives de l'époque soviétique, avec 89 « *sujets* » aux statuts très variables : républiques, territoires autonomes, etc.

### Euphorie...

Le président Eltsine, auréolé par sa victoire du 22 août 1991 sur les putschistes du Kremlin, s'applique à sauver ce qui peut l'être de l'héritage soviétique, en particulier le siège permanent au Conseil de sécurité de l'ONU et l'armement nucléaire.

En contrepartie, il ouvre la Russie aux affairistes et aux économistes néolibéraux qui entourent le président américain Bill Clinton. Alliés aux anciens hiérarques du Parti communiste, ils pillent tant et plus le pays sous prétexte de le libéraliser. Déjà très bas, les indicateurs économiques et sociaux s'effondrent (espérance de vie, mortalité infantile, fécondité...). Les Russes, abasourdis, voient sur leurs écrans leur président, titubant d'ivresse, se faire moquer par le président Clinton.

De leur côté, le chancelier Kohl et le président Mitterrand lancent la monnaie unique pour donner un nouveau souffle à l'Union européenne. Le **traité de Maastricht** de 1992 signe l'adhésion des



Européens au néolibéralisme. L'année suivante se traduit en Europe par la première récession économique depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale.

1992, c'est aussi la sortie d'un essai à succès, *La Fin de l'Histoire et le Dernier Homme*. L'auteur, l'Américain Francis Fukuyama, annonce le triomphe définitif de la Démocratie. L'Union européenne partage son optimisme et entreprend de réduire ses budgets et ses effectifs militaires ; la France elle-même abolit la conscription en 1997.

### ... et inquiétude

1992 encore. La même année se font entendre des bruits de bottes.

Dans le Caucase, la petite Tchétchénie refuse de devenir l'un des « *sujets* » de la Fédération de Russie et se proclame indépendante. Le président Eltsine tarde à réagir. C'est seulement le 9 décembre 1994 qu'il envoie ses troupes réprimer la sécession. Cette première guerre de Tchétchénie se solde par une humiliation du Kremlin. Le 31 août 1996, celui-ci reconnaît l'indépendance *de facto* de la Tchétchénie, prélude à l'éclatement final de la fédération !

À l'autre extrémité du Vieux Continent, tandis que les gouvernants s'affairent autour du projet de monnaie unique, la Yougoslavie implose. Le 15 janvier 1992, l'Allemagne reconnaît l'indépendance de la Croatie et de la Slovénie. Le 6 avril 1992, **Sarajevo est bombardée** par l'armée serbe. Les **guerres de Yougoslavie** vont perdurer jusqu'en 1999.

Cette année-là, l'OTAN bombarde Belgrade et envahit le Kosovo sans attendre l'aval de l'ONU. Il s'agit de la première violation du droit international, dix ans après la fin de la « *guerre froide* ». Il s'agit aussi de la première intervention militaire de l'OTAN depuis

la **création de l'alliance** cinquante ans plus tôt, pour prévenir toute attaque soviétique contre l'un de ses membres.

Considérant que les Occidentaux n'avaient plus rien à craindre de Moscou, les Russes avaient demandé qu'à défaut de supprimer l'OTAN, désormais sans objet, ils s'abstiennent pour le moins de l'étendre au-delà de l'Elbe.

Un document émanant des archives nationales britanniques corrobore la thèse avancée par Moscou de l'existence d'un engagement de Washington et des puissances occidentales à ne pas étendre l'Alliance atlantique (OTAN) vers l'Est. Le magazine allemand *Der Spiegel* (février 2022) en révèle l'existence. Ce texte, longtemps classé secret défense, a été remonté des profondeurs des archives par le chercheur étatsunien Joshua Shiffrin, professeur à l'université de Boston. Y figure le procès-verbal d'une réunion des directeurs politiques des ministères des Affaires étrangères des États-Unis, de la Grande-Bretagne, de la France et de l'Allemagne tenue à Bonn le 6 mars 1991, sur la sécurité en Europe centrale et orientale.

Mais les guerres de Yougoslavie ouvrent de nouvelles opportunités à l'OTAN. Qui plus est, les anciens pays satellites de l'URSS, avides de s'occidentaliser au plus vite et de prendre une revanche sur leur grand voisin, demandent à entrer dans l'OTAN. C'est chose faite en mars 1999 pour la Pologne, la Hongrie et la République tchèque. Les autres pays ainsi que les trois États baltes ne tarderont pas à suivre.

De son côté, la Russie voit ressurgir en août 1999 le spectre de la guerre : les Tchétchènes, non contents de leur quasi-indépendance, envahissent le Daghestan voisin. Le Premier ministre Vladimir Poutine (47 ans) conduit la contre-offensive. Il n'y va pas de main morte : « *J'irai buter les terroristes jusque dans les chiottes* », lance-t-il à

Astana (Kazakhstan). De fait, la capitale de la Tchétchénie, Grozny, tombe le 6 février 2000 après avoir été rasée...

## Acte 2 : la résurrection (2000-2014)

### Principaux acteurs : Vladimir Poutine, George Bush Jr, Nicolas Sarkozy...

Le 31 décembre 1999, Boris Eltsine, usé par l'alcool, cède le pouvoir à Poutine. Fort de sa victoire dans la deuxième guerre de Tchétchénie, le nouveau président est élu confortablement le 26 mars 2000.

#### La Russie revit...

Le 21 septembre 2001, Vladimir Poutine exprime sa **vision de l'avenir** à Berlin, devant le *Bundestag*, en allemand : « *Nul ne remet en question l'importance des relations partagées entre l'Europe et les États-Unis. Toutefois, je pense que l'Europe peut assurer à long terme sa réputation de centre puissant et politiquement indépendant si elle parvient à associer ses ressources avec celles de la Russie... avec les ressources naturelles, humaines et territoriales... avec le potentiel économique, culturel et de défense de la Russie* ». On ne saurait mieux dire. En gage de bonne volonté, le président russe apporte un soutien militaire aux Américains engagés en Afghanistan dans la lutte contre Daesh et les talibans.

Mais en attendant mieux, il lui faut sortir la Russie de l'abîme. Il bénéficie pour cela de grosses rentrées financières occasionnées par la flambée des prix des matières premières et des hydrocarbures sur les marchés mondiaux, cette flambée étant due à la très forte demande

chinoise. Les indicateurs sociaux et démographiques de la Russie connaissent un **redressement spectaculaire** qui étonne même l'anthropologue Emmanuel Todd. La crainte d'une disparition physique du pays est pour l'heure écartée.

### 1999-2013 : les cigognes retrouvent le chemin de la Russie

L'indice de fécondité (nombre moyen d'enfants par femme) témoigne du renouveau démographique de la Russie même s'il est encore inférieur au seuil de remplacement des générations (comme dans tous les pays développés). Relevons dans les comparaisons ci-dessous l'effondrement de la Pologne catholique qui, visiblement, n'a pas profité de son entrée dans l'Union européenne.

*Source : World Population Data Sheet / INED, Population & Sociétés.*

	1993	1999	2005	2013
Russie	1,7	1,2	1,4	1,7
Biélorussie	1,8	1,3	1,2	1,6
Ukraine	1,8	1,3	1,2	1,5
Pologne	2,0	1,5	1,2	1,3
France	1,8	1,7	1,9	2,0
Allemagne	1,4	1,3	1,3	1,4
États-Unis	2,0	2,0	2,0	1,9

Poutine relance par ailleurs la recherche scientifique, les industries d'armement et aussi l'industrie nucléaire. Choqué par le naufrage en août 2000 du sous-marin nucléaire *Koursk*, le plus grand du monde, il prend conscience du délabrement des armées et augmente substantiellement leur budget (4 % du PIB en 20021). Le président russe réaffirme aussi son autorité sur les gouvernements régionaux et

les grandes entreprises du pays, ce qui le conduit à mettre au pas les oligarques dès son arrivée au pouvoir.

En 2003, il fait incarcérer pour malversations financières le patron de Ioukos, première compagnie pétrolière russe, qui projetait de vendre son groupe à Exxon Mobil pour 25 milliards de dollars ! L'affaire déplait aux Américains qui, ne disposant pas encore du pétrole de schiste, lorgnaient avec avidité sur les gisements russes de pétrole et de gaz. Fait aggravant, Vladimir Poutine fait front commun avec le président Jacques Chirac et le chancelier Gerhard Schröder contre le projet d'invasion de l'Irak par le président George Bush Jr.

Washington va dès lors entreprendre de déstabiliser la Russie et la couper de l'Europe, aidé par le milliardaire d'origine hongroise George Soros, qui s'est donné pour objectif de promouvoir des « *sociétés ouvertes* » en Europe centrale et orientale. Sur CNN, Soros confessera avoir soutenu la « *révolution orange* » à Kiev. Elle aboutit le 23 janvier 2005 à l'élection à la présidence de l'Ukraine du candidat pro-occidental Viktor Iouchtchenko.

... mais craint pour sa sécurité

Début 2007, Vladimir Poutine s'alarme de ce que les Américains installent un « *bouclier* » antimissiles en Pologne et en République tchèque sous le prétexte de prévenir d'éventuelles attaques... **iraniennes** ! Il s'inquiète des menaces que fait peser sur la paix du monde la diplomatie agressive des États-Unis. Le 10 février, lors d'un forum sur la sécurité qui se tient à Munich, il déclare : « *Un pays, les États-Unis, sort de ses frontières nationales dans tous les domaines. C'est très dangereux : plus personne ne se sent en sécurité, parce que personne ne peut plus trouver refuge derrière le droit international* ».

Il ne croit pas si bien dire. L'année suivante, le 17 février 2008, le Kosovo devient indépendant alors que le Conseil de sécurité de l'ONU avait promis qu'il demeurerait une province autonome au sein de la Serbie. Au demeurant, les Occidentaux n'ont guère à se féliciter de leur exploit : l'État croupion du Kosovo est devenu un repaire mafieux arrivant même à corrompre les hauts fonctionnaires européens chargés de le contrôler !

Poutine poursuit malgré tout sa coopération avec l'Occident. Invité au sommet de l'OTAN à Bucarest en avril 2008, il autorise le transit par la Russie de matériel destiné à l'Afghanistan. Mais il dénonce aussi la promesse faite le 3 avril par l'OTAN à l'Ukraine et à la Géorgie de pouvoir entrer un jour dans l'alliance. Il y voit « *une très grande erreur stratégique* ». À quoi le président ukrainien Viktor Iouchtchenko a répondu : « *L'Ukraine n'est pas un produit de la Guerre froide. C'est un État indépendant et souverain qui a parfaitement le droit de forger sa politique en matière de sécurité* ».

Les événements s'accélérent à l'été 2008. La **Géorgie**, petit État très pauvre du Caucase, souffre de la sécession depuis plusieurs années déjà de deux territoires périphériques, l'Abkhazie et l'Ossétie du Sud. Le 10 juillet 2008, le président Mikheïl Saakachvili reçoit la visite de la Secrétaire d'État américaine Condoleezza Rice. Sans doute s'entretiennent-ils de l'OTAN. Dans le même temps, le gouvernement russe concentre des troupes à la frontière géorgienne tout en désapprouvant les agressions abkhazes et ossètes.

Le président géorgien, se croyant couvert tant du côté russe que du côté américain, lance ses troupes vers l'Ossétie le 7 août 2008. Dès le lendemain, alors que le monde entier n'a d'yeux que pour les **Jeux olympiques de Pékin**, l'armée russe pénètre à son tour en Géorgie.

Le 12 août, Nicolas Sarkozy, président en exercice de l'Union européenne, adresse aux Russes une demande de cessez-le-feu. Au Kremlin, il fait cette déclaration stupéfiante, propre à légitimer toutes les agressions ultérieures : « *Il est parfaitement normal que la Russie veuille défendre ses intérêts ainsi que ceux des Russes en Russie et des russophones à l'extérieur de la Russie* ». Le propos ne tombe pas dans l'oreille d'un sourd. Par une violation du droit international qui est cette fois de son fait, Poutine reconnaît l'indépendance de l'Abkhazie et de l'Ossétie du Sud et se garde d'évacuer la Géorgie, désormais sous tutelle.

Mais 2008, c'est aussi l'année où culmine la **crise des subprimes**, avec le 15 septembre, la faillite de *Lehman Brothers*, le fleuron de Wall Street. L'Europe est frappée de plein fouet par la récession. L'économie russe est aussi affectée. Autant dire que la crise géorgienne quitte vite la Une des journaux.

Lors de l'invasion de la Géorgie, Poutine a pris la mesure de l'impréparation de son armée, pas encore remise des années Eltsine. Il va dès lors redoubler d'efforts pour la moderniser et **développer le secteur militaro-industriel**. Il renforce aussi son autorité sur les médias.

Désormais convaincu qu'il n'a rien à attendre de l'Amérique, encore moins de l'Union européenne, il relance l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS) qui réunit depuis 2001 la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Kirghizistan, l'Ouzbékistan et le Tadjikistan. Elle s'élargira à l'Inde et au Pakistan en 2016, puis à l'Iran en 2021, au total près de la moitié de l'humanité. Tous ces pays se garderont de condamner la Russie quand elle envahira l'Ukraine quelques années plus tard.

Quand éclatent les **révolutions arabes** en 2011, le président russe se présente comme un acteur désormais incontournable sur la scène mondiale. Usant de la base militaire de Lattaquié, héritée de l'Union soviétique, il soutient sans faillir le dictateur syrien Bachar el-Assad, façon de montrer que « *right or wrong, he is my ally* ». Ainsi se démarque-t-il des Américains, accoutumés à lâcher leurs alliés au milieu du gué.

Pourtant, il se fait rouler une nouvelle fois dans la tragédie libyenne. Le 17 mars 2011, au Conseil de sécurité, il a laissé passer une résolution qui autorise des frappes aériennes destinées à protéger les civils de Benghazi. Mais l'OTAN va outrepasser l'autorisation en engageant sa puissance de feu aérienne aux côtés des rebelles. Le résultat est calamiteux avec un État libyen livré aux bandes armées et le Sahel mis à feu et à sang par les anciens mercenaires de Kadhafi.

Oublieux de ces avertissements, Vladimir Poutine croit pouvoir savourer ses succès lors des Jeux olympiques d'hiver organisés à grands frais à Sotchi, entre mers Noire et Caucase, du 7 au 23 février 2014. Se doute-t-il qu'il a alors mangé son pain blanc ?...

## **Acte 3 : la rupture (2014-2022)**

### **Principaux acteurs : Vladimir Poutine, Xi Jinping, Barack Obama...**

Dans l'Ukraine voisine, le président Viktor Ianoukovitch mène des négociations en vue d'une entrée dans l'Union européenne, et



pourquoi pas dans l'OTAN, contre les souhaits de la majorité de la population.

Sous la pression de Poutine, il suspend ces négociations. Des manifestations pro-occidentales éclatent à Kiev, sur la place de l'Indépendance (*Maidan* en ukrainien). Le Parlement destitue le président le 22 février 2014 et, en gage de renouveau, enlève à la langue russe, parlée par un quart de la population, son statut de deuxième langue officielle. L'Est russophone se rebelle aussitôt, avec le soutien de Vladimir Poutine qui en profite pour récupérer la **Crimée**, une péninsule traditionnellement russe. Consultés par le Parlement de Kiev dès le 12 janvier 1991, ses habitants s'étaient prononcés à une écrasante majorité pour une séparation d'avec l'Ukraine.

La Crimée, c'est aussi le port militaire de Sébastopol, indispensable à la marine russe pour accéder à la mer Noire et à la Méditerranée. Poutine ne peut admettre que les Américains mettent la main sur ce port en cas d'adhésion de l'Ukraine à l'OTAN. L'armée russe entre donc en Crimée, sans qu'une goutte de sang soit versée, et la péninsule est annexée officiellement le 18 mars 2014.

À cette nouvelle violation du droit international, Washington réagit bruyamment - sans plus - en édictant des sanctions économiques contre l'entourage du président russe. Les Européens, qui ont besoin du gaz russe, s'en tiennent pour l'essentiel à des protestations verbales.

Mais désormais, les ponts sont coupés entre la Russie et l'Occident. Voilà aussi l'Ukraine désormais fâchée avec le grand frère russe. Les Ukrainiens, qui ne voulaient jusque-là ni de l'OTAN, ni de l'Union européenne, acceptent désormais un rapprochement avec l'Ouest !

Poutine en prend acte et se cherche d'autres soutiens. Le 29 mai 2014 est fondée une vaste zone de libre-échange, l'Union économique eurasiatique. Elle réunit la Biélorussie, la Russie et le Kazakhstan. Le grand bénéficiaire en est le nouvel ami du président russe, son homologue chinois **Xi Jinping** qui peut lancer ses « *Nouvelles Routes de la soie* » dans un espace libéré de toute entrave.

Renouant avec les pratiques d'Ancien Régime, le président russe intervient partout où le portent ses intérêts, en affichant le plus total mépris pour la pusillanimité de l'Europe et la lâcheté de l'Amérique. Avec l'Iran et la Turquie, il remplit au Moyen-Orient le vide laissé par le départ des Occidentaux. Il joue les arbitres entre l'**Arménie** et l'Azerbaïdjan. Payant d'audace, il intervient même dans le pré-carré africain de la France, par le biais de la société Wagner. Les mercenaires de cette société placent les dirigeants africains sous leur protection sans s'embarrasser de scrupules. C'est ainsi que le Mali ou encore la Centrafrique ont pu s'émanciper de la tutelle française.

Enfin, Poutine se prépare à toutes les éventualités en développant une économie de guerre : autosuffisance alimentaire, cybersécurité, système bancaire et internet autonomes, etc. Mais tous ces efforts ont un prix très lourd. Depuis 2014 et l'annexion de la Crimée, les indicateurs sociaux de la Russie tendent à nouveau à se dégrader, qu'il s'agisse de l'indice de fécondité, des revenus ou des prix.

# RUSSIE, LE RETOUR DE LA PUISSANCE

9 février 2022

*Russie : le retour de la puissance* (Armand Colin, 22,90 €) est le titre d'un essai du chercheur **David Teurtrie**. Publié fin 2021, il raconte de l'intérieur trente ans d'histoire russe, depuis l'effondrement de l'**URSS** jusqu'à l'épreuve de force qui se joue aujourd'hui aux frontières de l'Ukraine. À rebours des clichés sur l'ogre russe, c'est à un parcours plein de surprises que nous sommes invités. Un parcours indispensable pour comprendre les enjeux actuels.

La Russie compte juste autant d'habitants que la France et l'Allemagne réunies (140 millions), mais sur une superficie 20 fois supérieure qui en fait le plus vaste pays du monde (17 millions de km<sup>2</sup>). Les trois quarts des habitants sont concentrés dans la partie européenne et une bonne partie dans les trois métropoles : Moscou, Saint-Pétersbourg et Kazan. Avec 20 millions d'habitants, Moscou est la principale agglomération d'Europe.

Rappelons une évidence : étiré entre la mer Baltique et l'océan Pacifique, le monde russe est au cœur de l'Eurasie, au point de rencontre du monde chinois, du monde turco-iranien et du monde européen. Bien plus que la Chine, la Russie mériterait d'être appelée « *Empire du Milieu* ». Dans la continuité de l'empire mongol,

elle est le grand unificateur de l'Eurasie ! Il ne s'agit pas d'une formule en l'air mais d'une réalité concrète.

De même que les Mongols ont autrefois facilité les échanges entre l'Europe et la Chine en pacifiant à leur manière brutale les routes de la Soie, aujourd'hui, la Chine peut lancer ses camions et ses trains sur les **nouvelles routes de la soie** à travers l'Asie centrale sans être gênée par des postes douaniers. Elle tire parti en effet de l'Union économique eurasiatique, une zone de libre-échange entre la Russie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Arménie et le Kirghizistan instaurée à l'initiative du président kazakh le 1er janvier 2015.

## Une puissance fragile mais réelle

La Russie d'aujourd'hui, c'est bien plus qu'un lieu géographique. C'est une grande puissance en matière de technologie industrielle, énergétique et militaire, malgré sa démographie faiblarde et les conditions de vie précaires et misérables d'une majorité de sa population.

C'est le premier exportateur mondial d'hydrocarbures et le premier fournisseur de l'Union européenne en pétrole et gaz. C'est aussi le premier exportateur mondial de blé. C'est enfin le deuxième exportateur mondial d'armements et l'une des trois grandes puissances spatiales !

Le drame de **Tchernobyl** n'a pas non plus empêché la Russie de Poutine de devenir le premier exportateur mondial de centrales nucléaires, avec plusieurs dizaines de sites en construction dans le monde. De même, en dépit de ses difficultés à vacciner sa population

contre le covid-19, Moscou a réussi à exporter son vaccin Spoutnik-V et le produire dans une cinquantaine de pays, de l'Argentine à la Hongrie en passant par l'Afrique et le Moyen-Orient.

En matière d'internet, la Russie est aussi avec la Chine le seul pays qui ne dépend pas du bon vouloir des GAFAM américains (Google, Apple, etc.). Mais tandis que la Chine a purement évincé ceux-ci de son aire géographique, la Russie s'est contentée de développer des concurrents qui leur tiennent la dragée haute.

En prolongement de la tradition soviétique, l'armement est aussi l'un des grands succès russes. Le système antimissiles S-400 fait des envieux et oblige le Pentagone à la prudence. Que resterait-il de la crédibilité de la puissance américaine si l'un de ses missiles était neutralisé par le S-400 ? Notons aussi que la Russie ne distingue pas le *soft power* du *hard power*. L'un ne va pas sans l'autre. Les cyberattaques et la maîtrise des réseaux virtuels sont une arme comme une autre.

Autant d'atouts qui doivent beaucoup à la qualité du système éducatif et à la valeur des scientifiques russes (on pense aussi à Israël qui pèse d'un poids sans commune mesure avec sa taille dans l'informatique, les technologies de pointe, les biotechnologies, la cybersécurité et l'armement).

Si nous sommes peu conscients du poids stratégique de l'économie russe, c'est que le pays, depuis une quinzaine d'années, par la force des choses, se détourne de notre monde atlantique et réoriente son commerce et ses échanges vers la Chine, l'Inde et également l'Afrique et l'Amérique du sud.

## La chute dans l'abîme

La Russie revient de loin. Elle s'est littéralement effondrée dans les années 1990 et l'on a pu parler d'un nouveau « *temps des Troubles* » comme au temps où **les Polonais paradaient à Moscou**, avant l'avènement des Romanov. Nous l'avons oublié, pas les Russes...

Soucieux de récupérer les armes stratégiques et le siège permanent de l'URSS au Conseil de sécurité de l'ONU, le président Boris Eltsine s'est montré plus que conciliant avec les Occidentaux et il a accepté de confier les rênes de l'économie aux « *Chicago boys* » qui ont libéralisé à tout va l'économie.

Les anciens hiérarques du Parti communiste en ont profité pour faire main basse sur les ressources du pays, les usines, les terres et les mines, réinvestissant ensuite leurs gains à Londres et New York. Le pays s'est désindustrialisé et est devenu dépendant de ses importations de biens manufacturés et de produits agroalimentaires.

L'éclatement de l'URSS a frappé un peuple déjà très affaibli par les purges staliniennes et surtout la Seconde Guerre mondiale (vingt-millions de victimes). Dans le chaos qui a suivi l'éclatement de l'URSS, la natalité s'est effondrée, avec un indicateur de fécondité qui a chuté de 1,7 enfant par femme à 1,2 en une décennie. « *De 1993 à 2005, la Russie connaît ainsi des pertes annuelles de plus de 750 000 personnes (...). Ces pertes humaines sont alors comparables à celles d'un pays en état de guerre* », écrit David Teurtrie.

## Une renaissance inespérée

En 2002, la Russie n'était plus considérée que comme la 16<sup>e</sup> économie mondiale, entre l'Australie et les Pays-Bas. Elle va connaître ensuite un redressement spectaculaire sous la férule de Vladimir Poutine, qui accède à la présidence de la Fédération de Russie le 31 décembre 1999.

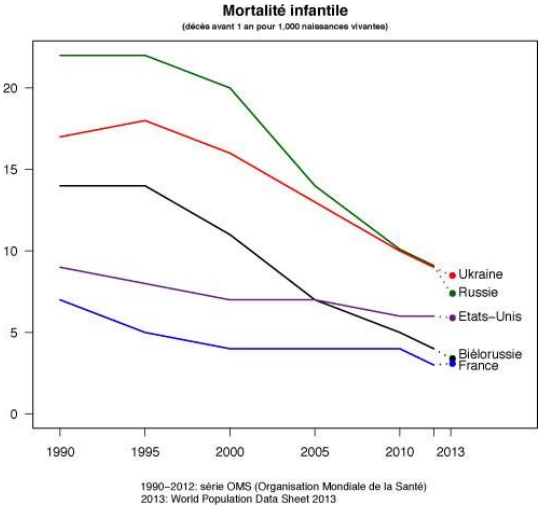
En usant de brutalité, il élimine ou emprisonne les oligarques qui ont pillé le pays. L'État remet la main sur l'économie et relance les secteurs clés de la Russie : les hydrocarbures, l'agriculture, l'armement. Il fait en sorte de raffiner le pétrole afin d'en augmenter la valeur de revente. Pour soutenir les industries de transformation, le gouvernement introduit des taxes à l'exportation sur les produits de la terre comme les grumes de bois. Ainsi, plutôt que de vendre ces grumes à la Chine, on va soi-même les équarrir et les transformer en produits finis ou semi-finis.

Les rentrées de devises profitent du prix élevé des hydrocarbures et des minerais dans les années 2000 mais la Russie se garde de convertir ces devises en roubles. Elle constitue des réserves financières colossales (aujourd'hui 600 milliards de dollars) en prévision des périodes de vaches maigres et aussi pour maintenir au plus bas le cours du rouble et favoriser la réindustrialisation du pays.

Il s'ensuit que le pays est aujourd'hui la 11<sup>e</sup> économie mondiale, entre la Corée et les Pays-Bas... et la 6<sup>e</sup>, après la Chine, les États-Unis, l'Inde, le Japon et l'Allemagne si l'on considère le PIB en parité de pouvoir d'achat (PPA), note David Teurtrie (cela tient au fait que le « *coût de la vie* » est très inférieur en Russie à ce qu'il est aux États-Unis par exemple).

Son PIB par habitant, tant en nominal qu'en parité de pouvoir d'achat, se tient entre celui de la Bulgarie et celui de la Roumanie, les deux pays les plus pauvres de l'Union européenne. Il demeure très au-dessus de celui de l'Ukraine, laquelle souffre depuis son indépendance d'une gouvernance chaotique et corrompue (l'Ukraine illustre ce qui aurait pu advenir à la Russie avec la poursuite de la gouvernance Eltsine).

Le redressement de la Russie est visible dans les courbes démographiques, dans l'amélioration spectaculaire de l'espérance de vie et de la mortalité infantile. L'indicateur de fécondité est remonté de 1,2 à 1,7 enfants par femme en 2012. L'accroissement naturel (= naissances-décès) est alors redevenu positif, comme le notait l'anthropologue Emmanuel Todd dans un **entretien avec Herodote.net** en 2014. Dans le graphique ci-dessous, on mesure l'amélioration très nette de la mortalité infantile en Russie jusqu'en 2014 :





## Ciel d'orage

Cette même année 2014, l'embellie russe connaît un arrêt brutal du fait des tensions autour de l'**Ukraine**, de la Crimée et du Donbass. Voilà la Russie durablement fâchée avec le bloc occidental, plus soucieux de la légalité internationale en Crimée qu'au Kosovo, à Mayotte ou Chypre.

Il s'ensuit un raidissement du régime russe, une prise de distance avec l'Europe et un repositionnement de la Russie vers l'Asie, d'où la création de l'Union économique eurasiatique et le renforcement de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS), une sorte d'anti-OTAN asiatique qui réunit tous les États peu ou prou hostiles à l'hégémonie américaine. Cela va de la Chine à l'Iran en passant par l'Inde, le Pakistan, l'Asie centrale et bien sûr la Russie (la moitié de l'humanité!).

Sur un plan tactique, la Russie complète le contournement de l'Ukraine par les gazoducs qui livrent son gaz à l'Europe. Après le gazoduc Iamal-Europe qui passe par la Biélorussie et la Pologne (1999), voilà en 2005 le gazoduc Blue-Stream qui rejoint la Turquie via la mer Noire, puis en 2012, Nord Stream 1 qui rejoint l'Allemagne via la mer Baltique.

C'est enfin le tour de Nord Stream 2, aujourd'hui en voie d'achèvement et que Washington menace de paralyser, au nom des droits humains bien sûr... et aussi pour faire passer l'Allemagne et l'Europe sous la dépendance du gaz de schiste américain.

Les menaces de sanctions occidentales entraînent par ailleurs Poutine à multiplier les mesures préventives. Dès 2015, la Russie lance un système national de cartes de paiement destiné à se substituer aux

cartes américaines (Visa, etc.) ainsi qu'un système de règlement interbancaire en remplacement du système international SWIFT.

Dans le domaine géopolitique, l'armée russe efface sa piètre prestation de 2008 en **Géorgie** et fait (hélas) la preuve de son renouveau en Syrie en soutenant sans faillir son allié Bachar el-Assad. Poutine, par ailleurs, mène une politique d'équilibrisme en veillant à ménager tous ceux qui peuvent lui être utiles dans son bras de fer avec Washington : les Turcs comme les Kurdes, les Arméniens comme les Azéris, etc.

## Les clés de l'avenir sont à Washington

À 70 ans, le président russe a un objectif assez aisé à deviner : ne pas quitter le pouvoir avant d'avoir pu restaurer la Russie dans sa plénitude, soit dans le cadre d'un partenariat avec l'Europe, soit comme puissance d'équilibre au cœur de l'Eurasie. Son objectif se concilie avec celui, assez similaire, de ses deux grands voisins, le Turc Erdoğan et le Chinois Xi Jinping. À la différence des gouvernants occidentaux, ces dirigeants autoritaires peuvent suivre leur chemin sans avoir à se soucier de l'opinion publique et de ses sautes d'humeur.

Le véritable obstacle est l'imprévisibilité de la **politique américaine**. Quand l'URSS a disparu, entraînant dans sa chute le Pacte de Varsovie, l'occasion a été manquée de dissoudre l'OTAN, dont le Pacte de Varsovie était la raison d'être. Au lieu de cela, les États-Unis n'ont eu de cesse de l'élargir jusqu'aux portes de Saint-Pétersbourg.

George Kennan, un stratège à l'origine de la politique d'endiguement de l'URSS avait pourtant mis en garde ses concitoyens dès 1997 : *« L'élargissement de l'OTAN serait la plus fatale erreur de la politique*

*américaine depuis la fin de la guerre froide. On peut s'attendre à ce que cette décision attise les tendances nationalistes, antioccidentales et militaristes de l'opinion publique russe ; qu'elle relance une atmosphère de guerre froide dans les relations Est-Ouest et oriente la politique étrangère russe dans une direction qui ne correspondra vraiment pas à nos souhaits ». On ne saurait mieux dire...*

Les États-Unis ne se résignent pas à perdre le statut de superpuissance hérité de leur Âge d'Or (1944-1989). Leur politique est le fruit de leur géographie, comme pour la Russie mais en sens opposé : isolés entre deux océans, ils ne risquent pas d'être agressés et peuvent intervenir partout dans le monde sans pâtir d'un éventuel fiasco, le dernier exemple en date étant l'Afghanistan.

Aujourd'hui, en prévision d'une confrontation avec la Chine, les gouvernants américains semblent soucieux de renforcer leur mainmise sur l'Europe en la divisant et en l'affaiblissant. Et pour cela, quoi de mieux que de recréer les conditions d'une « *guerre froide* » avec la Russie voisine autour de l'Ukraine. C'était déjà le projet affiché par le conseiller de la Maison-Blanche Zbigniew Brzeziński dans *Le Grand Échiquier* (1997). On peut donc craindre que Washington souffle sur les braises du Donbass au risque de déclencher le chaos en Europe, **selon un processus qui leur est coutumier.**

Inaptes à s'émanciper de la tutelle américaine, les dirigeants européens s'avancent tels des **somnambules** vers un avenir dont ils ont perdu la maîtrise...

# ÉTATS-UNIS : PLUS FORTS DE DÉFAITE EN DÉFAITE

15 août 2021

L'**entrée des talibans à Kaboul** éclaire un troublant paradoxe relatif aux États-Unis. En deux siècles d'existence, ce pays n'a jamais remporté une vraie grande bataille ! Il n'empêche qu'il domine le monde depuis plus d'un siècle par son économie, sa science et sa culture. C'est comme si chaque échec le revigorait...

La véritable force de frappe américaine est basée à Hollywood. C'est par le cinéma et **ses fictions pseudo-historiques** que les Américains se voient en super-héros et arrivent à en convaincre le reste du monde.

L'art de la guerre n'est pas pour autant leur point fort. Jamais ils n'ont eu à combattre un adversaire de force équivalente. N'y voyons aucun jugement dépréciatif, simplement une observation fondée sur l'Histoire. Il vaut mieux somme toute s'illustrer dans les arts et les sciences que dans le *bodybuilding*, à preuve la rivalité antique entre Athènes la savante et Sparte la foudre de guerre : de la première seule nous gardons le souvenir et l'estime.

## Deux siècles d'échecs militaires et de victoires médiocres

Reprenons par le commencement. Au milieu du XVIII<sup>e</sup> siècle, une poignée de colons établis dans les treize colonies anglaises d'Amérique du Nord **proclament l'indépendance** de leurs colonies. Il n'y avait eu qu'un précédent à cette idée saugrenue avec l'**indépendance des Provinces-Unies**, les Pays-Bas actuels, deux siècles plus tôt ! Médiocres militaires, les *Insurgents* ne vont l'emporter sur la majorité loyaliste et l'armée anglaise que grâce à l'appui des Français.

Sitôt indépendants, les États-Unis ont soin de protéger leur identité. De culture anglo-saxonne mais avec d'**importantes minorités** issues du monde germanique et surtout un cinquième d'esclaves africains ou métis, ils vont pour la première fois dans l'Histoire humaine faire de la couleur de peau une catégorie juridique : par le *Naturalization Act* du 26 mars 1790, ils offrent généreusement la citoyenneté aux *free white persons* (« *personnes libres blanches* »), autrement dit aux immigrants européens de bonnes mœurs, sous réserve qu'ils aient deux ans de résidence dans le pays. Ainsi excluent-ils sans le dire les autres immigrants et surtout les esclaves et affranchis africains et les Indiens eux-mêmes.

Les Américains comprennent aussi que l'isolement ne les protège pas des conflits extérieurs. Ainsi leurs navires de commerce sont-ils impunément assaillis et rançonnés par les Barbaresques en Méditerranée et même dans l'Atlantique. Il s'ensuit la création d'une flotte de guerre par le *Naval Act* du 27 mars 1794 et une offensive contre les cités barbaresques d'Alger et Tripoli en 1805-1815. Ces « *guerres barbaresques* » sans grand risque se soldent par un plein

succès. Elles sont le prélude aux multiples opérations de police du siècle suivant, essentiellement contre des mini États d'Amérique centrale : Saint-Domingue (1905, 1916, 1965), Haïti (1912, 1915, 1934), Nicaragua (1909, 1912, 1933), Cuba (1906, 1917, 1921), etc.

Mais plus sérieusement, en 1812, les jeunes États-Unis vont une nouvelle fois **entrer en guerre contre l'Angleterre** pour des revendications sur le Haut-Canada. Les Anglais auront vite fait d'atteindre la capitale Washington et même de brûler la Maison-Blanche. Ils n'exploitent toutefois pas leur succès car ils ont une affaire plus importante qui les mobilise en Europe : la lutte contre Napoléon I<sup>er</sup> !

Les Américains vont donc pouvoir reprendre le cours de leurs affaires et en premier lieu la colonisation de leur *Far West*, au détriment des premiers occupants, les Amérindiens. Ces **guerres indiennes** face à des tribus démunies et divisées leur donneront autrement moins de soucis que la précédente. Elles se solderont par la quasi-extermiation de l'ennemi. Dans l'imaginaire national, dans la littérature et surtout le cinéma, elles n'en donneront pas moins prétexte à de belles chansons de geste tout à la gloire de la cavalerie et des héroïques cowboys.

Beaucoup plus brève mais tout aussi profitable sera la **guerre contre le Mexique** (1847-1848). Cette promenade militaire face à un État misérable et en proie à l'anarchie débute par une provocation délibérée mais elle se solde par l'annexion d'immenses territoires, de la Californie au Nouveau-Mexique.

Cinquante ans plus tard, en 1898, les États-Unis renouvellent l'« *exploit* » face à l'Espagne. Une « **splendide petite guerre** », selon le

mot du Secrétaire d'État, leur vaut de mettre la main en quatre mois sur les Philippines et Porto-Rico.

À cette date, les États-Unis sont déjà devenus la principale puissance économique de la planète, devant l'Angleterre et l'Allemagne, grâce à leurs inépuisables ressources et à leur capacité d'innovation sans pareille, grâce aussi à la force de travail fournie par les immigrants européens. Ils produisent 33 % de la richesse mondiale avec 6 % de la population humaine. Leur potentiel de croissance paraît infini et pour le préserver, ils sont soucieux plus que tout de se tenir à l'écart des conflits de l'Ancien Monde.

La Première Guerre mondiale, justement qualifiée d'*European War* (« guerre européenne ») par les Américains, va secouer le dogme *isolationniste*. Le président Wilson ne cache pas sa proximité avec l'Entente anglo-franco-russe. En avril 1917, il convainc ses concitoyens d'**entrer en guerre** à ses côtés contre les Puissances centrales, l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie. Un million de *Sammies* débarquent en France. Ils ont plus belle allure que les « *poilus* » permissionnaires sortis des tranchées. Ils n'interviendront toutefois dans la guerre que le 12 septembre 1918, dans le saillant de Saint-Mihiel, près de Verdun, alors que l'Allemagne est déjà virtuellement défaite et guère en état d'opposer une résistance.

Ce succès très médiocre permettra néanmoins au président Wilson de dominer les négociations de paix à Paris. C'est lui qui dictera en bonne partie le **traité de Versailles** de 1919. Idéaliste, il imposera le « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes* », d'où la création de plusieurs États croupions au centre de l'Europe. Mais sitôt après, ses concitoyens reviendront à leur penchant isolationniste et notamment

refuseront de participer à la Société des Nations (SDN), une initiative de Wilson lui-même.

Dans les années 1930, quand l'Allemagne entraîne l'Europe dans une nouvelle guerre, les États-Unis se tiennent coi. Ils se contentent d'aider l'Angleterre en prêts et en biens matériels.

C'est le Japon, allié virtuel du III<sup>e</sup> *Reich*, qui va les forcer à entrer dans la guerre par l'**attaque surprise de Pearl Harbor**, le 7 décembre 1941, avec l'espoir fou de les chasser de leur sphère d'influence en Asie. Là aussi, la **guerre du Pacifique** et la bataille navale de **Midway** vont être magnifiées par le cinéma américain. Il n'empêche que son issue n'a jamais fait de doute, vu la disproportion des forces entre les deux belligérants. En août 1945, le Japon est quasiment anéanti avec ses villes en flammes et sa population affamée. Toujours à la pointe en matière d'innovation technologique, les Américains n'en larguent pas moins **deux bombes atomiques** sur le pays pour obtenir sa reddition avant que n'interviennent les Soviétiques.

Sur le front européen, les choses sont beaucoup plus ardues. Le premier affrontement avec la *Wehrmacht* survient à Kasserine, en Tunisie, en novembre 1943, face aux troupes de Rommel. Il se solde par une débandade des *GI's*. C'était un an après la victoire franco-britannique sur les mêmes troupes allemandes à **El-Alamein**. Moins problématique est le **débarquement de Sicile**, en 1943. Il est vrai qu'en face d'eux, les Américains et leurs alliés n'ont affaire qu'aux troupes démotivées de Mussolini. Les choses se compliquent l'année suivante avec le **débarquement de Normandie**. Sur *Omaha Beach*, les Américains sont à deux doigts de se replier du fait de la résistance allemande. Heureusement, une nouvelle fois, les Britanniques rétablissent la situation sur les autres plages. Le Débarquement va



réussir et conduire les Anglo-Saxons jusque sur l'Elbe. Il faut dire que l'essentiel du « *travail* » a été accompli sur le front de l'Est par les Soviétiques qui ont littéralement pulvérisé la *Wehrmacht* et atteint les frontières du *Reich* au moment où les Anglo-Saxons débarquaient en Normandie.

La capitulation de l'Allemagne le 8 mai 1945 et celle du Japon le 2 septembre 1945 laissent place à deux grands vainqueurs, l'Union soviétique (URSS) et les États-Unis. Les premiers ont payé la victoire au prix du sang, vingt millions de morts. Les seconds ont permis la victoire par la mise à disposition des combattants de matériels et d'armes en quantité quasi illimitée avec « *seulement* » 300 000 morts environ.

En définitive, les Américains auront perdu moins d'hommes au combat pendant tout le XX<sup>e</sup> siècle, guerres mondiales comprises, que pendant la seule **guerre de Sécession** (1861-1865) : 615 000 morts dans un pays d'alors seulement 31 millions d'habitants ! Il est vrai que dans cette guerre civile, les deux camps, sudistes et nordistes, jouaient chacun leur survie. Rien de tel dans toutes les guerres extérieures menées par les États-Unis jusqu'à ce jour : jamais les intérêts vitaux de la nation n'ont été menacés...

## **Voilà le désordre devenu le garant de la puissance américaine**

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis surpassent les autres États de façon écrasante en produisant 45 % de la richesse mondiale avec 6 % de la population humaine. C'est de ce fait à New

York que s'établit l'ONU, avatar de la SDN. Et surtout, le dollar devient la monnaie de réserve et la monnaie de référence des pays libres, assurant une fructueuse rente de situation aux Américains.

Dans le même temps, les Soviétiques imposent leur emprise sur l'Europe centrale et étendent leur influence sur la Chine, la Corée et le Vietnam. Les Américains mettent tout en œuvre pour les contenir, y compris le développement de l'arme thermonucléaire.

Durant cette « *guerre froide* », qui perdure jusqu'à la chute du Mur de Berlin en 1989, chacun craint que les deux Grands en viennent à un affrontement direct à coup de bombes atomiques ou nucléaires, ce qui eut entraîné vraisemblablement la disparition de l'humanité. Mais les intéressés s'en tiennent à montrer leurs muscles (course aux armements) et à se combattre indirectement par adversaires interposés. Une guerre très meurtrière en Corée manque entraîner un affrontement direct entre Américains et Russes (ou Chinois). Elle se solde par un match nul et le partage de la péninsule coréenne en deux États ennemis.

Là-dessus, les Américains interviennent directement au Vietnam où ils croient combattre l'URSS par *Vietminh* interposé. Ils sont convaincus que l'installation d'un régime communiste à Saigon entraînerait de proche en proche la soviétisation de toute l'Asie du Sud, selon la « *théorie des dominos* », avec *in fine* la victoire du communisme sur l'Occident ! Il s'ensuit une retraite humiliante des troupes américaines en 1975 face à l'armée nord-vietnamienne et aux guérilleros communistes.

La défaite américaine en Afghanistan n'a rien à voir avec celle du Vietnam malgré la similitude des images de **Saigon 1975** et de Kaboul 2021. Elle est plutôt à rapprocher des fiascos américains en

Somalie, en Irak, en Libye et également en Syrie. Dans tous ces pays du monde musulman, les Américains ont cru bon d'intervenir pour des motifs humanitaires et pour créer des États à leur manière, respectueux de la démocratie, des femmes, des opposants, etc. Mais à chaque fois, comme au Vietnam, ils ont été chassés dans des conditions humiliantes. Et à chaque fois, maints commentateurs y ont vu les prémices d'un effondrement des États-Unis sans qu'il n'en fût jamais rien !

Dans son essai *Après l'Empire* (Gallimard, 2002), l'historien Emmanuel Todd a très bien mis en lumière ce paradoxe selon lequel les États-Unis semblent ressortir plus forts de chacune de leurs défaites. Il observe qu'ils ont bénéficié après la Seconde Guerre mondiale d'une écrasante suprématie tant militaire qu'économique. Elle leur a permis d'obtenir la direction de l'alliance atlantique (OTAN) et surtout un statut privilégié pour leur monnaie, le dollar. Mais au fil des décennies, leur suprématie s'est racornie du fait de la montée en puissance de l'Europe puis du Japon et aujourd'hui de la Chine.

Afin de conserver leurs privilèges et surtout la faculté d'importer gratuitement une large part de leurs consommations grâce à un dollar surévalué, les États-Unis ont besoin de rappeler à tout un chacun qu'ils demeurent indispensables en tant que « *gendarme du monde* ». Pour cela, ils sont amenés à s'inventer des ennemis.

On l'a vu avec la Russie, pauvre avatar de la redoutable URSS. En 2002, son président Vladimir Poutine a apporté aux Américains une aide décisive dans leur guerre contre les talibans en Afghanistan ; la même année, il a fait au *Bundestag* (Berlin) des appels du pied aux

Européens pour un rapprochement mutuellement profitable (industrie, énergie, sécurité).

Mais les gouvernants américains ont rejeté sans façon ses avances et l'ont poussé à la faute en convainquant l'**Ukraine** de rompre avec la Russie et d'entrer dans l'OTAN ! Dans le même temps, ils ont semé le chaos au Moyen-Orient en renversant l'un des derniers régimes laïcs de la région, l'Irak de Saddam Hussein... Ils ont aussi diabolisé l'Iran et stoppé net la progression des démocrates dans ce pays en favorisant l'élection d'un trublion, Ahmanidejad, à la présidence de la République.

Aujourd'hui, les États-Unis, malgré une industrie flageolante, conservent intacts leur capacité d'innovation, leur potentiel scientifique et leur emprise culturelle sur le monde. Ils conservent aussi et surtout la réputation de pouvoir seuls contenir les multiples menaces, vraies ou fictives, qui pèsent sur la sécurité du monde : Russie, islamisme, etc. Leurs échecs tendent de façon paradoxale à confirmer la réalité de ces menaces et leur importance. Ainsi, les *talibans* auraient démontré leur dangerosité en ayant vaincu la principale puissance militaire du monde actuel ; face à eux, nous avons plus que jamais besoin de faire corps avec les États-Unis pour nous défendre ! C'est du moins ce dont voudraient nous convaincre nos alliés.

[RETOUR AU SOMMAIRE ↑](#)